

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 15 Septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UFAB

ZI de la Giraudière
35530 Noyal-Sur-Vilaine

UD35/2025-361
Code AIOT : 0005506800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement UFAB implanté ZI de la Giraudière 35530 Noyal-sur-Vilaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UFAB
- ZI de la Giraudière 35530 Noyal-sur-Vilaine
- Code AIOT : 0005506800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Noyal est un site dédié à la fabrication de l'alimentation Bio à destination des élevages de volaille. Une dizaine de salariés se trouvent sur site dont 7 en production.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accidents survenus depuis dernière inspection ?	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 9.7.3	Sans objet
4	Permis feu	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 9.6.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-14 ou R 181-46 ou R 512-46-23	Sans objet
5	Contrôle installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 9.6.3	Sans objet
6	Contrôle VLE	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 5.4	Sans objet
7	Contrôle VLE	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 3.2.1	Sans objet
8	Campagne mesures bruits ?	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 8.2.3	Sans objet
9	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 9.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La tenue du site est globalement satisfaisante, seules quelques modifications de procédures sont à mettre en place pour assurer le respect de la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L181-14 ou R 181-46 ou R 512-46-23</p> <p>Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations</p> <p>Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier arrêté préfectoral d'autorisation du site est en date du 5 février 2021, depuis aucune modification n'a été mise en œuvre.</p> <p>Le site est autorisé à 100 kt de production annuelle, en moyenne depuis 2021 il produit 80 kt et 70 kt pour 2024.</p> <p>Compte tenu de la situation difficile du secteur, la sécurisation du site est préférée à une éventuelle extension ou modification de process.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Accidents survenus depuis dernière inspection ?

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapports d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Un incident est survenu au cours de l'année 2024, un auto-échauffement a été détecté, les services de secours extérieurs sont intervenus permettant de limiter fortement les conséquences de l'incident. Ce dernier est issu du défaut de refroidissement d'une presse. L'inspection n'a pas eu connaissance de l'incident
Observations : Il est rappelé à l'exploitant de prévenir l'inspection pour tout incident dans les plus brefs délais. La procédure de gestion des incidents et des situations de crise doit être complétée de cette action. A ce titre, l'adresse mail de l'UD35 est rappelée : ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr . L'astreinte de la Préfecture de département, qui relaie l'information à l'astreinte DREAL, doit également être contactée en dehors des heures ouvrées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 9.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• deux poteaux incendie externes au site, capables de délivrer 120 m³/h d'eau pendant 2 heures ;• un robinet d'incendie armé ;• des détecteurs d'incendie implantés dans le local électrique, avec une alarme sonore et une extinction automatique au gaz inerte ;• une détection incendie avec report d'alarme dans les armoires électriques réception et chargement ;• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie extérieure. Il effectue une vérification périodique (a minima annuelle) de la disponibilité des débits
Constats : Trois poteaux incendie sont disponibles sur la voirie, des tests sont réalisés régulièrement par la municipalité sur les débits. Toutefois la simultanéité est à vérifier. Des détecteurs incendie dans les armoires électriques avec report d'alarme et extinction automatique au gaz inerte sont présents.
Observations : L'exploitant transmettra les tests réalisés sur les poteaux incendie, il s'assurera de la disponibilité des poteaux et du débit simultané pouvant être délivré, a minima annuellement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 9.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Permis feu
Prescription contrôlée : Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.
Constats : Le registre des permis de travaux a été présenté en particulier la partie réservée aux permis feu. Ces derniers présentent l'ensemble des points attendus (type d'intervention, zone concernée, moyens engagés, durée...) et sont correctement renseignés à l'exception de la ronde post intervention qui est à formaliser.
Observations : L'exploitant complètera sa procédure et son formulaire liés aux permis feu afin d'y intégrer la ronde post intervention 2h après la fin de celle-ci. Un émargement de la personne réalisant la ronde sera intégré.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Contrôle installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 9.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications
Constats : Les contrôles Q18 et Q19 ont été présentés, le premier est en date du 10/09/2024 et ne présente aucune observation, le second est en date du 28/05/2024 et présente deux observations qui ont été soldées. Un point sur le suivi des observations des organismes extérieurs a été fait, le suivi est réalisé via un logiciel GMAO, le délai de mise en œuvre attendu, le responsable de l'action et la levée y sont précisés. Aucun point en attente n'est apparent suite à des contrôles réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">• de matières flottantes,• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• température : 30 °C• pH : compris entre 5,5 et 8,5• couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.
Constats : Le dernier contrôle portant sur les rejets aqueux a été présenté, il est en date du 18/11/2024, aucun dépassement des VLE sur les eaux résiduaires et les eaux pluviales n'est observé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes.

Paramètre	Secteur d'activité	Procédé spécifique	VLE en mg/Nm3	Fréquence de surveillance
Poussière	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Broyage	Unités nouvelles : 5	Une fois par an
Poussière	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux	Refroidissement de granulés	20	Une fois par an

Constats :

Le dernier contrôle des rejets atmosphériques a été réalisée le 22/08/2024 et ne présente aucun dépassement des valeurs limites à l'émission.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Campagne mesures bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne mesures bruits
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : La dernière campagne de mesure bruit a été faite en octobre 2023, aucune observation n'est présente sur le rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2021, article 9.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 550 m3 avant rejet vers le milieu naturel.
Constats : Le bassin de rétention des eaux d'extinction est en place ainsi que la vanne de confinement associé. Un test de fermeture de cette dernière a été réalisé et n'a pas présenté de difficulté. A noter que l'ensemble des zones susceptibles de présenter un risque d'épandage accidentel sont étanches toutefois la zone de dépotage des produits liquides n'a pas de consignes à destination des chauffeurs en cas de fuite.
Observations : L'exploitant ajoutera les consignes idoines à destination des chauffeurs sur la zone de dépotage liquide.
Type de suites proposées : Sans suite